



**Mémoire prébudgétaire
Consultations prébudgétaires en vue du budget de
2020**

**Soumission de la
Coalition pour une saine alimentation scolaire**

La Coalition pour une saine alimentation scolaire recommande que le gouvernement du Canada investisse 360 millions de dollars par année dans un programme universel de saine alimentation scolaire à frais partagés qui, ultimement, devrait avoir une portée universelle. Les objectifs de ce programme consisteraient à améliorer la santé de nos enfants et de l'environnement, de même qu'à réduire considérablement les coûts liés au traitement des maladies alimentaires chroniques et à la perte de productivité qui en découle, qui s'élèvent actuellement à 13,8 milliards de dollars au Canada.

Envoyé par courriel à : wayne.easter@parl.gc.ca, FINA@parl.gc.ca et finapbc-cpb@parl.gc.ca

Objet : Investir dans la santé de nos enfants et l'état du climat à l'aide d'un programme de saine alimentation scolaire pour le Canada

« Les aliments constituent le plus puissant levier pour maximiser la santé humaine et la durabilité environnementale sur Terre. » — EAT-Lancet Commission

Monsieur Easter, mesdames et messieurs les membres du Comité permanent des finances,

Nous vous écrivons pour demander que le budget fédéral de 2020 consacre 360 millions de dollars par année à un programme universel de saine alimentation scolaire dont les coûts seraient partagés entre les provinces, les territoires, les villes, les parents et les groupes communautaires. Cet investissement permettrait de faire progresser plusieurs dossiers prioritaires pour le gouvernement fédéral, dont la promotion de la santé et du bien-être des enfants canadiens, le renforcement local des secteurs agricole et alimentaire, de même que la mise en place d'une économie sobre en carbone.

La Coalition pour une saine alimentation scolaire est un réseau en pleine croissance qui compte actuellement 72 organisations couvrant les domaines de la santé, de l'éducation et de l'environnement, et qui proviennent de toutes les provinces et du Nord. Elle cherche à faire en sorte que le gouvernement fédéral investisse dans un programme d'alimentation scolaire qui offrirait à tous les enfants un accès quotidien à de sains aliments en milieu scolaire. Le principal objectif de cette initiative consisterait à améliorer la santé physique et mentale de la prochaine génération¹. La Coalition pour une saine alimentation scolaire est coordonnée par le Réseau pour une alimentation durable.

Seulement le tiers des enfants âgés de quatre à treize ans mange au moins cinq portions de fruits et de légumes chaque jour (sur les sept à dix portions recommandées). En contrepartie, le quart des calories que les enfants absorbent proviennent d'aliments qui ne sont pas recommandés par le *Guide alimentaire canadien*, même dans son édition de 2007. Une enquête récente a révélé que seulement 10 % des jeunes de la sixième à la dixième année suivent les recommandations en matière de consommation de fruits et de légumes². Ces tendances s'observent d'ailleurs parmi l'ensemble des segments démographiques. *Nos enfants ne vont pas bien*. Il existe une réelle

¹ Contrairement à plusieurs pays industrialisés, et même à faible revenu, le Canada n'est pas doté d'un programme national de saine alimentation scolaire. Seulement un million d'élèves sur un total de cinq millions ont accès à des programmes de saine alimentation en milieu scolaire, rendant ainsi les autres élèves vulnérables à des problèmes de santé à long terme, à des troubles de disciplines à l'école, à des problèmes de santé mentale, de même qu'à l'échec scolaire.

² Minaker, L. et Hammond, D. 2016. « [Low frequency of fruit and vegetable consumption among Canadian youth: findings from the 2012/2013 Youth Smoking Survey](#) ». *Journal of School Health*, **86** : 135-142.

préoccupation quant au fait que nos enfants *vivront moins longtemps et seront plus malades que leurs parents* en raison de la recrudescence de maladies telles que le diabète de type 2, les maladies cardiaques, le cancer et d'autres maladies évitables, qui sont toutes étroitement liées aux choix alimentaires. L'imposant fardeau économique qu'imposent les maladies chroniques *attribuables à une mauvaise alimentation* est estimé à 13,8 milliards de dollars par année³.

Le bon côté des choses, c'est que les choix alimentaires peuvent être fortement influencés par l'éducation et le développement de saines habitudes. Cela est particulièrement vrai pour les personnes qui, dès leur jeune âge, commencent à façonner les préférences alimentaires qu'elles conserveront pour le reste de leur existence.

La recherche montre que les programmes d'alimentation en milieu scolaire engendrent une augmentation de la consommation d'aliments sains, une réduction des risques de maladie chronique, et une amélioration de la santé mentale. Des études canadiennes ont révélé que « les programmes d'alimentation en milieu scolaire [...] influencent positivement les connaissances nutritionnelles des enfants, leur comportement alimentaire et leur consommation alimentaire⁴ ». De plus, en réduisant le problème de la faim dans les classes, un obstacle bien connu à la concentration et à l'apprentissage, les programmes d'alimentation en milieu scolaire permettent d'améliorer les résultats scolaires et d'accroître le taux de diplomation.

Les programmes d'alimentation en milieu scolaire peuvent en outre avoir une importante incidence positive sur les plans économique et environnemental. Une évaluation préliminaire menée par l'Université de Guelph suggère qu'un programme national pourrait contribuer à l'économie locale à la hauteur de 4,8 milliards de dollars d'ici 2029 si 30 % de l'argent consacré à l'achat d'aliments était dépensé localement; cela permettrait également de créer 207 700 nouveaux emplois⁵.

Un programme qui se conforme au Guide alimentaire canadien de 2019 et qui en fait la promotion aiderait les élèves à former leur goût pour les fruits et les légumes frais ainsi que les protéines végétales, ce qui est cohérent avec un régime alimentaire générant peu de gaz à effet de serre⁶. Moyennant une planification et une infrastructure appropriées, les programmes alimentaires en milieu scolaire peuvent réduire les conséquences environnementales négatives en facilitant la réduction et la gestion de déchets alimentaires, qui constituent une source majeure d'émissions de gaz à effet de serre. Doté de directives alimentaires rigoureuses et de principes de gouvernance

³ Lieffers, J. R. L., Ekwaru, J. P., Ohinmaa, A. et Veugelers, P. J. 2018 « [The economic burden of not meeting food recommendations in Canada: The cost of doing nothing](#) ». *PLOS ONE*, **13**(4) : e0196333.

⁴ Colley, P., Myer, B., Seabrook, J. et Gilliland, D. « [The impact of Canadian School Food Programs on children's nutrition and health: A systematic review](#) ». *Canadian Journal of Dietetic Practice and Research*, **80**(2) : 79-86.

⁵ Ruetz, A. T. et Fraser, E. D. G. 2019. [National School Food Program a short-term opportunity for jobs creation and economic growth](#). *Centre sur les politiques scientifiques canadiennes*.

⁶ « La transition vers des régimes alimentaires sains d'ici 2050 exigera d'importants changements sur le plan de l'alimentation. La consommation mondiale de fruits, de légumes, de noix et de légumineuses devra doubler, et la consommation d'aliments tels que la viande rouge et le sucre devra être réduite de plus de 50 %. Un régime riche en aliments d'origine végétale et comportant moins d'aliments d'origine animale procure des bénéfices, tant sur le plan de la santé que de l'environnement. » EAT-Lancet Commission.

solides, un programme d'alimentation en milieu scolaire pour le Canada pourrait en outre permettre la mise en place d'initiatives alimentaires dans les écoles à travers tout le pays, ce qui contribuerait à la transition vers une économie sobre en carbone.

Au cours des consultations prébudgétaires en vue du budget de 2019, les membres de la Coalition pour une saine alimentation scolaire ont demandé la mise en place d'un programme national d'alimentation en milieu scolaire. Déposé le 19 mars 2019, le budget reconnaissait déjà « l'importance cruciale des repas sains pour l'éducation d'un enfant », en plus d'annoncer « l'intention du gouvernement de travailler avec les provinces et les territoires à la création d'un programme national d'alimentation scolaire ». Nous vous exhortons à poursuivre sur cette voie en faisant de la mise en place d'un programme alimentaire en milieu scolaire au Canada l'un des éléments de la lettre de mandat de la prochaine ou du prochain ministre de la Santé.

Un programme d'alimentation scolaire pour le Canada offrirait une excellente occasion aux écoles de prendre pour modèle et d'appliquer le [Guide alimentaire canadien](#), ce qui permettrait aux élèves de prendre un réel plaisir à manger des aliments sains, de même que de développer leur littératie alimentaire et les habitudes menant à une saine alimentation pour toute leur vie.

Lorsqu'ils sont conçus dans l'optique de répondre à des objectifs de durabilité, les programmes d'alimentation en milieu scolaire peuvent offrir aux élèves une véritable occasion d'apprendre par la pratique comment choisir des aliments locaux produits de manière durable, comment réduire le gaspillage alimentaire, et comment composter les déchets alimentaires.

Nous estimons qu'un programme universel de saine alimentation scolaire coûterait 1,8 milliard de dollars par année, ce qui inclut l'achat des aliments, l'embauche de quelques employé-e-s, l'infrastructure nécessaire, de même que la mise en place de mécanismes de reddition des comptes. Nous envisageons un modèle fondé sur le partage des coûts qui impliquerait des investissements provenant de tous les paliers gouvernementaux (fédéral, provincial, territorial et municipal) et, si possible, des organisations à but non lucratif et des parents.

La Coalition pour une saine alimentation scolaire recommande que le gouvernement du Canada investisse 360 millions de dollars par année dans un programme universel de saine alimentation scolaire à frais partagés qui, ultimement, devrait avoir une portée universelle. Les objectifs de ce programme consisteraient à améliorer la santé de nos enfants et de l'environnement, de même qu'à réduire considérablement les coûts liés au traitement des maladies alimentaires chroniques et à la perte de productivité qui en découle, qui s'élèvent actuellement à 13,8 milliards de dollars au Canada.

En tirant parti des programmes de déjeuners, de dîners et de collations déjà en place, un programme d'alimentation en milieu scolaire pour le Canada pourrait être mis en place par l'entremise d'un accord avec les provinces et les territoires, Santé Canada, ou encore avec l'Agence de la santé publique du Canada comme ce fût le cas pour le Programme canadien de nutrition prénatale (PCNP) fondé en 1989, et qui a été couronné de succès.

La mise en place d'un programme alimentaire en milieu scolaire pour le Canada a été recommandée par un Comité permanent des finances, un Comité sénatorial, un comité consultatif en Ontario, la Fédération canadienne des municipalités, la motion sénatoriale n° 358, la [pétition](#)

[électronique E-1957 soumise à la Chambre des communes](#), un rapport d'un ancien administrateur en chef de la santé publique, le projet de loi d'initiative parlementaire C-4446, de même qu'un rapport déposé en 1997 par votre comité. Par ailleurs, le fondement probatoire d'une telle proposition a été étayé par différents rapports publiés par l'Université Harvard, le Programme alimentaire mondial et le Fonds mondial de recherche contre le cancer.

Nous exhortons le gouvernement à consulter les provinces, les territoires, les organisations à but non lucratif, les élèves, les parents et les dirigeant-e-s autochtones dans le but d'appuyer la mise en place d'un programme d'alimentation en milieu scolaire pour le Canada et d'ainsi promouvoir la santé des générations futures, l'économie canadienne et la santé de notre planète.

Cordialement,



Gisèle Yasmeen, directrice générale
Réseau pour une alimentation durable



Debbie Field, coordonnatrice
Coalition pour une saine alimentation scolaire

Études et rapports recommandant la mise en place d'un programme national d'alimentation en milieu scolaire

1. Drake, L., Woolnough, A., Burbano, C. et Bundy, D. (dir. publ.). 2016. [Global School Feeding Sourcebook. Lessons from 14 countries](#). Imperial College Press : Londres.
Programme alimentaire mondial. 2013. [La situation de l'alimentation scolaire dans le monde](#). Nations unies : Rome.
2. Comité permanent des finances. 1997. « [Bâtir une société forte](#) ». Chap. 2 in *Maintenir l'équilibre. Sécurité et possibilités pour les Canadiens. Rapport du Comité permanent des finances*. Gouvernement du Canada : Ottawa. Ce rapport fait notamment la recommandation suivante : « Le Comité recommande de plus que le gouvernement fédéral travaille en partenariat avec les municipalités, les parents, les provinces, les sociétés privées, l'industrie agroalimentaire et les associations bénévoles, comme la Canadian Living Foundation, pour mettre en place un programme alimentaire national pour les écoles [...] 70 p. 100 des Canadiens pensent que la faim chez les enfants au Canada est un problème plus grave que l'unité nationale ou le déficit [...] un investissement stratégique dans un programme national de distribution de repas dans les écoles serait un investissement dans l'avenir de tous les Canadiens ».
3. Butler-Jones, D. « [Facteurs socioéconomiques qui influent sur notre état de santé et qui contribuent aux inégalités sur le plan de la santé](#) ». Chap. 4 in *Rapport sur l'état de la santé publique au Canada 2008. S'attaquer aux inégalités en santé*. Gouvernement du Canada : Ottawa. À la page 41, ce rapport mentionne : « Lorsque les enfants vont à l'école affamés ou mal nourris, leur niveau d'énergie, leur mémoire, leur capacité à résoudre des problèmes, leur créativité, leur capacité de concentration et leur comportement en souffrent. Selon certaines études, 31 % des élèves du primaire et 62 % des élèves du secondaire ne mangent pas un déjeuner nutritif avant d'aller à l'école. Près du quart des enfants canadiens en quatrième année ne déjeunent pas tous les jours et près de la moitié des filles de huitième année ne déjeunent pas. Ces enfants ne déjeunent pas pour différentes raisons. Parfois, notamment dans les ménages à faible revenu, c'est parce qu'il n'y a rien à manger ou que les aliments offerts ne sont pas nutritifs. Dans d'autres cas, les enfants ou les personnes qui s'occupent d'eux font de mauvais choix alimentaires. Par conséquent, les enfants qui vont à l'école affamés peuvent ne pas réaliser leur plein potentiel, ce qui pourrait avoir des incidences sur leur santé tout au long de leur vie. »
4. Brown, J. L. et coll. 2008. [Impact of school breakfast on children's health and learning. An analysis of the scientific research](#). Rapport commandé par la Fondation Sodexo. Selon une revue de littérature menée par la Harvard School of Public Health, « ... plus de 100 articles de recherche publiés établissent le fondement scientifique permettant de conclure que le School Breakfast Program (SBP) [aux États-Unis] est très efficace pour offrir aux enfants de solides bases pour qu'ils apprennent à l'école, adoptent des régimes alimentaires nutritifs, et vivent une vie plus saine, tant sur le plan émotif que physique [...] améliore de manière importante leurs habiletés cognitives ou mentales, ce qui leur permet d'être plus alertes, plus attentifs, et à obtenir de meilleurs résultats en lecture, en maths, et lors d'autres tests normalisés. Les enfants qui ont accès à un déjeuner à l'école sont également malades moins souvent, ont moins de problèmes reliés à la faim comme des étourdissements, de la léthargie, des maux de ventre et

d'oreilles, en plus de faire montre d'une coopération, d'une discipline et de comportements interpersonnels significativement meilleurs que leurs pairs qui n'ont pas accès à un déjeuner à l'école ».

5. Ogilvie, K. K. et Eggleton, A. 2016. [L'obésité au Canada. Une approche pansociétale pour un Canada en meilleure santé. Rapport du Comité sénatorial permanent des Affaires sociales, des sciences et de la technologie.](#) Sénat canadien : Ottawa. Ce rapport recommande « au ministre de la Santé, en consultation avec ses homologues provinciaux et territoriaux, de même qu'avec les organisations non gouvernementales participant déjà à ces initiatives [...] de favoriser [...] des programmes scolaires liés à des programmes de petits déjeuners et de déjeuners [...] ainsi [des] cours [...] de nutrition ».
6. Comité d'experts pour la santé des enfants. 2013. [L'urgence d'agir : stratégie pour des enfants en santé.](#) Ministère ontarien de la Santé et ministère ontarien des Soins de longue durée : Toronto. Ce rapport recommande de mettre sur pied « un programme universel de nutrition à l'école pour toutes les écoles élémentaires et secondaires publiques de l'Ontario », de même qu'« un programme universel de nutrition à l'école pour les collectivités des Premières Nations ».
7. Fonds mondial de recherche contre le cancer et American Institute for Cancer Research. 2009. [Policy and action for cancer prevention. Food, nutrition, and physical activity: a global perspective.](#) American Institute for Cancer Research : Washington, D. C. Ce rapport fait la recommandation suivante pour les écoles : « Offrir quotidiennement des repas sains aux employé-e-s et aux élèves [...] Intégrer l'alimentation et la nutrition (incluant des compétences pour préparer et cuisiner les aliments) [...] au sein du curriculum obligatoire. Veiller à ce que le matériel pédagogique provienne de sources indépendantes et soit exempt de toute partialité commerciale. Ne pas installer de distributrices vendant des collations riches en sucre, en gras ou en sel ou des boissons sucrées, et retirer cette malbouffe et ces boissons-camelotes des cantines scolaires ».
8. Lors de sa rencontre annuelle de 2018, la Fédération canadienne des municipalités a voté [la résolution suivante](#) : « ATTENDU QUE 1,7 million de ménages canadiens connaissent l'insécurité alimentaire et la diversité actuelle de la programmation de l'alimentation scolaire atteint seulement un petit pourcentage de nos 5 millions d'élèves, le Canada étant l'un des seuls pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques n'ayant pas de programme national d'alimentation scolaire; ATTENDU QUE la Coalition [pour une saine alimentation] travaille à l'échelle nationale pour intervenir dans la création d'un programme universel d'alimentation scolaire saine à frais partagés qui permettra à tous les élèves du Canada d'avoir accès à des repas sains à l'école, appropriés sur le plan culturel et local, et tenant compte d'une alimentation durable, dans toute la mesure du possible. QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la Fédération canadienne des municipalités intervienne auprès du gouvernement fédéral pour obtenir un Programme universel d'alimentation scolaire saine. »